IVERIS
Institut de Veille et d'Etude des Relations Internationales et Stratégiques

OIF : quatre ans de malheurs

Leslie Varenne

14 octobre, 2018
Notes d'analyse

Le 5 octobre dernier, Denis Mukwege reçoit le prix Nobel de la Paix, c'est une grande nouvelle, c'est une bonne nouvelle. Ce médecin congolais est trop souvent réduit à son activité de gynécologue : « *l'homme qui répare les femmes* », alors que son action s'inscrit dans un contexte plus large, celui de la reconstruction des blessés d'une guerre qui se déroule dans l'Est du Congo depuis 24 ans. Ce prix est donc une reconnaissance, certes tardive, de toutes les victimes de la République Démocratique du Congo (RDC), ce pays dont la chair est à vif depuis de trop longues années. Mais les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Le 12 octobre, Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires Etrangères du Rwanda, de décembre 2009 à octobre 2018, est nommée à la tête de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Cette désignation est une gifle infligée à tous les Congolais. Personne n'ignore ou ne peut ignorer, il suffit de lire les rapports de l'ONU, le rôle central qu'a joué et que joue encore le Rwanda dans la déstabilisation et les crimes perpétrés en RDC. **Ce n'est pas le moindre des paradoxes que d'offrir le siège de la francophonie à un petit Etat, devenu anglophone, en insultant le plus grand pays francophone au monde** (la RDC compte 80 millions d'habitants). Mais cet affront ne concerne pas uniquement les Congolais, il touche également tous les Africains avides d'alternance, de liberté et de développement. Comment expliquer une telle bourde de la diplomatie française qui a œuvré à cette nomination ? Sûrement pas par l'exemplarité supposée de Kigali en matière de droits de femmes ou de nouvelles technologies, comme Emmanuel Macron le déclare à l'envi.

Paul Kagamé et Louise Mushikiwabo à Erevan

Comment jeter de l'huile sur le feu…

L'élection présidentielle en RDC devrait enfin se tenir le 23 décembre prochain, après avoir connue deux reports en 2016 et 2017. Ce pays est en état de crise pré-électorale depuis plus de deux ans et vivra à coup sûr une crise post-électorale. Par conséquent, à un moment crucial de l'histoire du Congo, il y aura deux Rwandais à la tête de deux institutions majeures, Paul Kagamé, président de l'Union Africaine jusqu'au 28 janvier 2019, et son ancienne et fidèle ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie.

Quelle sera la crédibilité de Louise Mushikiwabo dans le brûlant dossier congolais ? Comment l'OIF pourra-t-elle remplir certaines de ses missions qui consistent à « *œuvrer à la prévention de la violence armée, à la lutte contre l'impunité, au respect des droits de l'Homme et de la vie humaine* », alors que le Rwanda entretient des milices armées chez son voisin, jouit d'une totale impunité et ne respecte rien ? (1-2-3)

Bien entendu, l'Elysée et le Quai d'Orsay n'ignorent pas cette situation. D'ailleurs, la gêne d'Emmanuel Macron est palpable lorsqu'il déclare « l'épicentre de la langue française est sans doute dans le bassin du fleuve Congo », il omet sciemment de prononcer le mot : République Démocratique du Congo.

De tous petits calculs…

Depuis que le soutien du Président français à Louise Mushikiwabo a été connu, tous les observateurs se sont grattés la tête et perdus en conjoncture. Mais comment donner du sens à ce qui n'en a pas ? Tellement de facteurs militaient en la défaveur d'une candidature rwandaise : la langue française n'est plus officielle depuis 2008 ; ce pays est entré dans le Commonwealth en 2009 ; les rapports entre Kigali et Paris sont si mauvais depuis 1994 qu'il n'y a plus d'ambassade française dans la capitale rwandaise ; Paul Kagamé et sa ministre des Affaires étrangères n'ont jamais cessé de vilipender la France (4). Sans évoquer évidemment les fameuses « *valeurs universelles* » qui ne sont que des éléments de langage lors de discours officiels, elles ne se matérialisent que très rarement et seulement dans des formes à géométrie variable. Quant à l'OIF, ses observateurs ont toujours validé les scrutins truqués, conforté les autocrates en place, etc.

Selon les discours officiels, il s'agissait de redonner le secrétariat général de la francophonie à une Africaine (5). Cela revient à donner le coup de pied de l'âne à François Hollande qui avait imposé la Canadienne, Michaëlle Jean, à la tête de l'OIF en 2014, ce qui était indubitablement une erreur. Mais est-ce à dire que sur les 21 pays africains dont la langue officielle est le français et sur les 316 millions de personnes qui composent ces Etats, il n'y avait aucune candidature crédible ? Qui peut le croire ?

Selon le magazine Jeune Afrique, l'Elysée aurait fait un double calcul (6). D'une part, l'état des relations entre Paris et Kigali est tel « *qu'on ne peut soupçonner Paul Kagamé d'avoir fait allégeance à la France* », ainsi « *soutenir une Rwandaise reviendrait à rompre avec la FranceAfrique* » ! D'autre part, un coup de pouce en faveur du Rwanda permettrait d'améliorer les relations bilatérales. Compte tenu des enjeux, la petitesse de ces arguments est désarmante. Par ailleurs, l'intense lobbying de Paris pour soutenir Louise Mushikiwabo montre que les vieilles pratiques sont toujours en vigueur et rien ne dit que Kigali renverra l'ascenseur.

L'autre argument qui consiste à faire croire que les Africains ont choisi la candidature rwandaise est tout aussi fallacieux. D'une part, l'UA a validé ce choix sous la présidence de Paul Kagamé, d'autre part, certains chefs d'Etats ont bien compris leurs intérêts. Certes, l'OIF n'a jamais été un poil à gratter pour les autocrates, mais elle ne risque plus de l'être. Est-ce que l'ex-ministre de Paul Kagamé pourrait se permettre de tancer ceux qui changent leur constitution pour rester au pouvoir, alors que le président Rwandais l'a fait et s'est donné les moyens d'être un chef d'Etat à vie ?

Kigaliwood

Pour défendre l'indéfendable, Emmanuel Macron a évoqué une raison particulièrement cocasse : « l*e Rwanda est exemplaire en matière de nouvelles technologies* ». Les nouvelles technologies, c'est bien, mais avoir accès à l'électricité, c'est mieux… Hormis dans les beaux quartiers de la capitale qui ont la chance d'être éclairés, le reste du pays est plongé dans le noir. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, l'accès à l'électricité y est plus faible que dans des pays comme l'Erythrée, la Somalie ou encore Haïti (7). Comme l'écrit l'essayiste Roland Hureaux, Kigali est une sorte de « *village Potemkine* ». Derrière le décor de carton-pâte vanté à l'étranger, les réalités sont plus sombres. Sur 12 millions d'habitants, moins de 2 % de la population bénéficie d'un raccordement à l'eau potable (8). Les retards de croissance dus à la malnutrition touchent 38% des enfants de moins de cinq ans, c'est beaucoup pour un pays glorifié pour son miracle économique (9). Toujours selon la Banque Mondiale, le Rwanda fait partie des 17 pays les plus pauvres du monde, le revenu par habitant y est de 748 dollars alors qu'il est de 765 en Haïti, mais tant que le Rwanda est exemplaire en matière de nouvelles technologies, tout va bien… (10)

Conclusion

Depuis l'annonce de l'adoubement de Louise Mushikiwabo à Erevan, le téléphone sonne, des appels en provenance de plusieurs pays d'Afrique francophone avec au bout du sans fil, toujours les mêmes questions incrédules : « *Il se passe quoi chez vous ?* » « *Vous avez perdu la tête ?* », « *Emmanuel Macron veut-il faire comme Kagamé, mettre en avant l'anglais et reléguer le français ?* ». Bien que le sommet d'Erevan ait été beaucoup commenté, nul ne sait vraiment pourquoi le président français a pris cette décision. Il s'agit vraisemblablement de la pression de lobbys pro-Kagamé chargés de ripoliner l'image du président rwandais affaibli par les dernières révélations de l'ouvrage de Judi Rever sur son rôle dans le génocide et les dernières preuves rapportées par le professeur Filip Reyntjens sur l'origine des missiles ayant abattu l'avion de l'ancien président rwandais, Juvenal Habaryama (11). Etrange concomitance des temps, la veille de la consécration de Louise Mushikiwabo, le Parquet de Paris a requis un non-lieu dans l'instruction judiciaire sur l'attentat contre l'avion de Juvénal Habyarimana. Un non-lieu réclamé depuis 2006 par Paul Kagamé. Ces détestables petits arrangements entre amis ne servent ni la cause de la Francophonie, ni celle de l'Afrique.

Les conséquences de cette nomination se feront sentir pendant quatre ans. L'OIF, déjà mal en point, est durablement affaiblie. Toutes les décisions prises par cette organisation politique seront désormais discréditées, ce n'est plus la Francophonie qui parlera mais la voix du Rwanda et elle sera inaudible lorsqu'il faudra prendre des positions sur les prisonniers politiques ou sur la liberté de la presse, par exemple (12). Si la France voulait desservir ses intérêts, elle ne s'y serait pas prise autrement. Le ressentiment anti-français culmine sur le continent depuis quelques années déjà (13). Avec cette décision, elle s'est encore aliénée une grande partie des opinions publiques, dont plus de 80 millions de Congolais. Il fallait le faire…

Leslie Varenne

(1) https://www.francophonie.org/IMG/pdf/som_xvi_3_resol_radicalisation.pdf

(2) Le rapport Mapping (1993-2003) est accablant pour le Rwanda quant aux massacres, aux tueries commis en RDC : https://www.ohchr.org/documents/countries/cd/drc_mapping_report_final_fr.pdf

(3) Le Rwanda a toujours bénéficié de la sollicitude des grandes puissances et n'a jamais été inquiété pour les horreurs commises et elles perdurent comme le soulignait la journaliste indépendante, Judi Rever, dans un entretien à l'IVERIS : « *Depuis la création du Tribunal Pénal International en 2002, les enquêteurs ont suffisamment de preuves pour inculper Kigali pour avoir créé, formé et armé les milices tutsi (le RCD, le CNDP et le M23) qui ont commis des pires atrocités contre les Congolais - Maintenant on constate que les anciens combattants tutsi et leurs milices agissent dans l'ombre au Kasaï et à Beni où le conflit fait rage.»*
https://www.iveris.eu/list/entretiens/329-in_praise_of_blood

(4) https://www.marianne.net/monde/exclusif-rwanda-la-verite-sur-les-massacres-de-l-armee-patriotique-de-kagame

(5) http://www.rfi.fr/afrique/20181012-francophonie-exclusif-rfi-france-24-entretien-president-emmanuel-macron

(6) https://www.jeuneafrique.com/mag/640574/politique/francophonie-pourquoi-macron-a-choisi-le-rwanda/

(7) https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.ZS

(8) https://globalpressjournal.com/africa/rwanda/rwandans-struggle-tap-water-dries-capital-city/fr/

(9) https://reliefweb.int/report/rwanda/rwanda-s-programmes-ending-child-malnutrition

(10) https://medium.com/@david.himbara_27884/kagames-rwanda-is-poorer-than-haiti-47708857ebb3

(11) https://www.theglobeandmail.com/world/article-new-information-supports-claims-kagame-forces-were-involved-in/

(12) Un mois avant le sommet de la Francophonie, le Rwanda a libéré 2140 détenus parmi lesquels de nombreux prisonniers politiques, dont l'opposante Victoire Ingabire et le chanteur Kizito Mihigohttp. Jusqu'à ce jour, Paul Kagamé avait toujours nié l'existence de prisonniers politiques. https://afrique.lalibre.be/24795/rwanda-la-liberation-surprise-de-prisonniers-politiques-pose-question/

(13) https://www.iveris.eu/list/notes_danalyse/281-tendance_automnehiver_2017__french_bashing_en_afrique

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/notes_danalyse/376-oif__quatre_ans_de_malheurs

© copyright 2018 by Iveris. Tous droits réservés.